

Jugement reporté pour les femmes de chambre

Les femmes de chambre licenciées

par la société Arcade devront attendre le 10 septembre pour savoir si elles sont réintégrées. Les juges prud'homaux n'ont pas réussi hier à se mettre d'accord et ont demandé l'intervention d'un juge du tribunal d'instance. Huit femmes de chambre avaient été licenciées pour « faute lourde » après leur « visite » le 29 mars au siège d'Arcade, l'un des principaux sous-traitants de la chaîne d'hôtels Accor. En grève depuis le 7 mars, elles étaient venues protester contre les « cadences intenable » et les « salaires de misère ». Guy Auneau, le directeur, aurait



DOLCE VITA / 20 MINUTES

été « molesté puis séquestré ». Faux, répond le syndicat SUD-Nettoyage, pour qui ces personnes « ont été punies pour avoir fait grève ». Depuis, plusieurs de leurs collègues poursuivent le mouvement. Une manifestation de soutien a ainsi été organisée hier devant le conseil des prud'hommes. **G.F.**

Pour nous contacter :
grandparis@20minutes.fr